

## CTL du 14 octobre 2021 Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Nous sommes une nouvelle fois convoqués pour aborder la réforme « Nouveau Réseau de Proximité » (NRP). Sur le fonds, que vous dire ou écrire que nous n'ayons déjà déclaré ou publié. Vous vous en doutez, nous n'avons pas changé d'avis sur le sujet et nous sommes toujours fermement opposés à cette entreprise de destruction de nos services publics.

Alors, bien sûr, à force de suppressions d'emplois, les opérations de restructuration et de fusion peuvent finir par apparaître comme un bienfait pour certains services qui ne sont plus en capacité de fonctionner normalement. Cette réforme propose donc à ces « agonisants » de les « sauver », même si cela doit se traduire pour certains par une mobilité fonctionnelle ou géographique forcée. Solidaires Finances Publique Tarn reconnaît volontiers les efforts déployés par la Direction, malgré une communication beaucoup trop tardive, afin d'atténuer les chocs et, en bons managers, d'accompagner le changement... mais nous n'oublions pas que ce qui motive avant tout notre Direction Générale dans ce projet est la recherche d'économies, sur le dos des agents et des citoyens.

Mais, encore une fois, tout cela, nous l'avons déjà dit et écrit.

Difficile, malgré tout, de ne pas se répéter, quand nous voyons ce qu'il advient de notre service public quand l'administration vante dans le même temps l'exceptionnelle augmentation de notre maillage territorial... à travers les « France Services ». Les statistiques évoquées lors d'un précédent CTL ne nous rassurent pas forcément : on ne peut pas vraiment parler de succès public pour la plupart des espaces tarnais. Il faut dire qu'entre la déclaration automatique, l'absence d'envoi des déclarations papier, sans oublier la COVID, la campagne a été plutôt calme en termes d'affluence... Mais est-ce toujours le cas dans nos accueils, maintenant que les usagers ont besoin de leur avis d'imposition et qu'ils s'aperçoivent du piège de la déclaration automatique qui ne tient évidemment pas compte des charges, réductions et crédits d'impôt, ou qu'ils réalisent avoir omis de déclarer ? Solidaires Finances Publiques Tarn constate d'ailleurs le retour des jauges, ce qui doit bien dénoter une certaine affluence.

Mais nous digressons quelque peu et il nous faut revenir au sujet du jour, le NRP et ses opérations pour 2022.

Avez-vous tiré les leçons des opérations 2021 avant de lancer cette nouvelle phase ? Vous êtes-vous rendu compte des énormes difficultés vécues par les agents du Service de Gestion Comptable (SGC) d'Albi/Carmaux ? Quelle analyse faites-vous, rétrospectivement, sur la conjonction du départ de Tarn Habitat avec la création de l'antenne à Carmaux ? En conséquence, pouvez-vous nous affirmer n'avoir aucune crainte quant au devenir de nos collègues du SGC de Castres qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, vont devoir faire face au départ du secteur hospitalier vers Mazamet, à la création de l'antenne de Puylaurens, à la fusion/absorption des Trésoreries de Mazamet et de St-Paul-Cap-de-Joux ?

Évoquons également la création de la Trésorerie Hospitalière à Mazamet. Cette départementalisation d'une activité nous fait forcément penser au Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement. Que se passe-t-il quand une telle opération se réalise sans, voire contre, les agents, avec la perte de technicité qui en découle ? 3 ans après, quel constat peut-on faire et quels enseignements en tirer ? Pour Solidaires Finances Publiques Tarn, il est tout à fait clair que ce service est toujours en souffrance, peine encore à trouver son rythme et ne peut que très difficilement faire face à ses charges, et ce uniquement grâce à la conscience professionnelle des collègues et parfois au détriment de leur santé. Autant vous dire que nous sommes inquiets, et le mot est faible, quant au devenir de cette nouvelle structure et aux agents qui vont la composer.

Solidaires Finances Publiques Tarn est là, aujourd'hui, fidèle à ses valeurs et s'efforçant encore et toujours au dialogue social. Nous l'avons déjà déclaré dans cette instance, nous sommes bien conscients de la politisation de plus en plus grande de notre Direction Générale et d'une grande partie de notre haute hiérarchie. Plus personne ne s'interroge sur le devenir des agents et de notre service public : il n'y a qu'à évoquer le baromètre social, qui empire d'année en année, et de moins en moins alimenté par les collègues qui voient bien qu'« ils n'en ont rien à foutre » ! La commande politique est là, il faut être exemplaire, et tenir son calendrier, qu'importe la pandémie, qu'importent les rapports du défenseur des droits qui s'alarme des difficultés d'accès à l'administration, qu'importent les souffrances des agents, il faut que ça passe... et si ça casse, les prochaines opérations de destruction, appelées « réformes » par les auto-proclamés « progressistes », sont prêtes pour remédier à cela.

Solidaires Finances Publiques Tarn reste donc là et continue la lutte afin de préserver nos collectifs de travail, de veiller sur la santé des agents et au respect de leurs droits.